

COMMISSION DE LA JUSTICE

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

du

van

MERCREDI 06 OCTOBRE 2010

WOENSDAG 06 OKTOBER 2010

Matin

Voormiddag

La séance est ouverte à 10 h16 et présidée par Mme Liesbeth Van der Auwera.

01 Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur "l'absence d'une initiative légale en matière de mariages de complaisance" (n° 14)

01.01 Peter Logghe (VB): La loi de 2006 relative aux mariages de complaisance n'atteint pas son objectif parce que les amendes ne sont pas proportionnelles aux avantages que procure la conclusion d'un mariage de complaisance et parce que le permis de séjour et l'acquisition de la nationalité sont liés à ce dernier. Par ailleurs, le retrait non systématique de la nationalité dans le cas d'un mariage de complaisance constitue également un problème majeur. De nombreuses promesses ont été faites ces dernières années mais nous attendons toujours une initiative législative. Dans l'intervalle, selon *Het Belang van Limburg*, cinq nouveaux mariages de complaisance sont conclus chaque jour.

Après la parution de la circulaire de M. Dewael, combien de communes ont constitué une cellule "Mariages de complaisance"? Combien de mariages de complaisance ont-ils été enregistrés chaque année depuis 2005? Prépare-t-on un registre central? Quelle initiative le gouvernement a-t-il prise pour augmenter les amendes, durcir les conséquences en matière de droit de séjour et retirer automatiquement la nationalité?

01.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Étant donné qu'il s'agit de la première question qui m'est posée dans le cadre des affaires courantes, je souhaiterais d'abord apporter quelques précisions. Je me tiens évidemment à la disposition de la commission mais je ne puis prendre position en ce qui concerne des décisions qui devront être prises par le prochain gouvernement. Je ne puis répondre que dans le cadre des affaires courantes et je serai très prudent à ce sujet. Le président pourrait examiner ce qui est possible et ce qui ne l'est pas. Le Parlement dispose évidemment d'un droit d'initiative et je suis disposé à examiner les propositions de loi qui ont été déposées mais il appartiendra au prochain gouvernement d'opérer les choix politiques importants.

En ce qui concerne la question relative aux mariages de complaisance, je renvoie au site internet du département de la Justice. Toutes les initiatives prises avant la chute du gouvernement y ont été publiées. Les textes sont disponibles sur le site mais je ne puis les mettre en œuvre en raison des affaires courantes.

Le **président**: Il a été convenu en Conférence des présidents que le ministre était libre de répondre aux questions. Le Vlaams Belang a également partagé ce point de vue hier.

01.03 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Si M. Logghe se réfère à la circulaire du 13 septembre 2005 de M. Dewael et de Mme Onkelinx, je dois préciser que ce texte ne prévoit nullement la création d'une cellule "Mariages de complaisance" dans chaque commune. L'administration ne dispose pas de statistiques sur le nombre de cellules créées.

Nous ne disposons pas non plus de données pertinentes sur le nombre de mariages de complaisance étant donné que la circulaire du collège des procureurs généraux n'est entrée en vigueur que le 15 octobre 2009. Nous ne pouvons cependant que nous féliciter de la mise en place de la nouvelle qualification et du nouveau système de codes permettant l'enregistrement des mariages de complaisance.

01.04 Peter Logghe (VB): Quand les chiffres seront-ils dès lors disponibles?

01.05 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je présume que des chiffres seront disponibles après l'expiration de l'année 2010.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Eva Brems au ministre de la Justice sur "l'utilisation du Taser dans les établissements pénitentiaires belges" (n° 43)

02.01 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Le 23 juillet 2010, le Comité pour la prévention de la torture (CPT) du Conseil de l'Europe a publié un rapport sur l'utilisation d'armes à décharge électrique dans notre pays. Amnesty International demande de réguler strictement l'utilisation de ces dernières et de la limiter à des situations où elles doivent servir à protéger la vie, en remplacement des armes à feu. Le CPT félicite la Belgique d'avoir pris la décision de principe de limiter l'utilisation du Taser mais demande à son tour une réglementation plus claire. Dans nos prisons, l'utilisation du Taser ne serait pas répertoriée et les armes à décharge électrique ne seraient pas utilisées uniquement par des unités de police spécialement formées à cet effet. Le CPT a enregistré des plaintes sur l'utilisation du Taser à Bruges et Ittre.

Quand et par qui une arme à décharge électrique peut-elle être utilisée dans nos prisons? Cette utilisation est-elle enregistrée et de quelle manière? Les informations demandées à propos de Bruges et d'Ittre seront-elles fournies au CPT? Le ministre est-il d'accord pour dire que ces armes ne peuvent être utilisées, également dans les prisons, qu'en cas de menace grave?

02.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Mme Brems a posé ces questions hier à la ministre de l'Intérieur.

Le Taser ne fait pas partie de l'équipement du personnel pénitentiaire et n'est donc pas utilisé. L'utilisation d'armes à décharge électrique est régie par la police en vertu d'une directive du 14 février 2008 et requiert l'autorisation du ministre après l'avis de la commission Armement. Seuls quelques corps de police disposent de l'autorisation nécessaire. Le personnel pénitentiaire n'est pas armé. Si des problèmes se posent, les prisons peuvent faire appel à la police. Celle-ci répertorie tout incident avec recours à des armes. Le Taser n'a été utilisé qu'une seule fois, à Bruges. Ces informations seront fournies au CPT.

02.03 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Les informations concernant Ittre seraient-elles inexactes ou cette affaire n'aurait-elle pas encore été examinée complètement?

Le ministre n'a pas non plus dit explicitement que le critère auquel il doit être satisfait pour pouvoir utiliser de telles armes, y compris dans un contexte d'incarcération, est une menace grave pesant sur la vie et l'intégrité physique. J'espère que je ne m'égare pas en me livrant à cette déduction implicite de la réponse ministérielle.

02.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Contrôler et consigner la manière dont le maintien de l'ordre est assuré sont des obligations légales que nous devons honorer si nous voulons protéger le personnel pénitentiaire qui est probablement confronté plus qu'avant à des faits de violence. Il importe de conclure avec la police des accords relatifs aux interventions à effectuer. Je signale en outre que des commissions spéciales chargées d'analyser la sécurité dans les prisons ont été créées.

L'incident est clos.

03 Question de M. Franco Seminara au ministre de la Justice sur "les procédures de remplacement des magistrats" (n° 67)

03.01 Franco Seminara (PS): Alors que le vade-mecum du Conseil consultatif de la magistrature conseille d'annoncer un départ à la retraite anticipée au moins un an avant échéance, les magistrats, en général, ne font part de cette décision que cinq ou six mois à l'avance. La procédure de nomination prenant de huit à neuf mois, la présidente du Conseil supérieur de la justice redoute des conséquences désastreuses pour le fonctionnement de la justice, d'autant plus que plusieurs centaines de magistrats réuniront les conditions de

départ à la retraite en 2015-2016.

Partagez-vous ces craintes?

Quelles solutions concrètes comptez-vous adopter?

03.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): Une procédure de nomination ne prend pas de huit à neuf mois, mais de cinq à six mois, portés à six ou sept mois en cas de l'application de l'article 186*bis* du Code judiciaire ou augmentés de quarante jours pour les conseillers auprès de la cour de cassation, la cour d'appel ou la cour du travail.

Entre le 1^{er} décembre 2009 et le 31 décembre 2010, 93 magistrats sont partis à la retraite, soit 17 (18 %) à la limite d'âge et 66 (71 %) de façon anticipée, à savoir entre soixante et soixante-cinq ans; 61 de ces magistrats ont introduit leur demande en temps opportun et 5 l'ont fait tardivement. Il y a eu en outre quatre départs pour inaptitude physique et six décès.

Concernant la suggestion de la présidence du Conseil supérieur de la justice, il n'est pas opportun de sensibiliser les magistrats désireux de prendre leur retraite anticipée par une circulaire les invitant à introduire leur demande au moins un an à l'avance.

L'introduction de la demande au moins un an à l'avance n'aurait aucun effet sur l'avance de la publication de la vacance. L'introduction de la demande sept à huit mois à l'avance est suffisante. Depuis septembre, nous sommes revenus à la publication mensuelle et nous essayons d'anticiper en matière de remplacement des magistrats.

03.03 Franco Seminara (PS): Le bon fonctionnement de la justice est l'épine dorsale de notre démocratie.

L'incident est clos.

04 Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur "l'inquiétude à Ruiselede à la suite du lancement de la communauté thérapeutique" (n° 118)

04.01 Peter Logghe (VB): Un nouveau projet dans le cadre duquel seize détenus ayant des antécédents d'usage de drogue vivent de façon autonome mais sous vidéosurveillance est mis en oeuvre dans un quartier résidentiel rural situé sur le territoire de la commune de Ruiselede. Les habitants sont inquiets.

Est-il exact que cette expérience est la première dans son genre en Belgique? Pourquoi a-t-on choisi Ruiselede? Comment la surveillance des détenus sera-t-elle assurée? Où seront visionnées les images captées par les caméras? Quel sera le délai d'intervention en cas d'urgence? Quand ce projet expérimental démarrera-t-il et quand devrait-il être évalué? Une concertation avec les riverains est-elle prévue?

04.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Le Centre pénitentiaire agricole (CPA) de Ruiselede a effectivement présenté un projet visant la constitution d'une communauté thérapeutique de 16 détenus, en collaboration avec le coordinateur "drogues" de la Direction générale des Établissements pénitentiaires. Une soirée d'information destinée aux habitants du quartier a été organisée le 22 septembre dernier.

Il s'agit d'un projet unique en Belgique, qui s'inspire d'expériences menées aux États-Unis et au Royaume-Uni. Le CPA dispose d'une grande expérience en matière de traitement des toxicomanes et de lutte contre la récidive.

L'initiative est louable mais le choix du lieu est un peu problématique. J'ai donc demandé que l'on cherche une autre solution et en ai informé les habitants du quartier par écrit.

04.03 Peter Logghe (VB): Les principaux problèmes sont donc écartés. J'attends avec intérêt l'évaluation du projet, mais il faut bien sûr d'abord que celui-ci démarre effectivement.

L'incident est clos.

05 Question de M. Olivier Maingain au ministre de la Justice sur "le rapport d'audit du Comité R sur la Sûreté de l'État" (n° 122)

05.01 Olivier Maingain (MR): Les conclusions du rapport d'audit que le Comité R a consacré à la Sûreté de l'État sont très négatives au sujet de l'organisation interne ainsi que de l'absence de vision, de communication et de gestion du personnel. De plus, aucun plan d'action annuel, prévu par l'arrêté royal du 5 décembre 2006, n'a été établi par les administrateurs généraux pour 2008 et 2009. Enfin, le service d'appui interne à la Sûreté n'aurait pas rendu le moindre avis sur l'organisation de la Sûreté de l'État depuis 2003.

Confirmez-vous ces dysfonctionnements? Quelles sont les mesures prévues afin d'y mettre fin?

05.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): Le rapport n'a pas encore été soumis à la Commission permanente de suivi du Comité R ni publié. Il est souhaitable d'attendre qu'il le soit avant de répondre aux questions de la presse.

Le plan stratégique 2008-2012 de la Sûreté de l'État existe et est d'application. Ce plan trouve sa base légale dans l'arrêté royal du 5 décembre 2006 et a été établi par les administrateurs généraux de la Sûreté de l'État en collaboration avec le comité de direction et la cellule d'appui du service.

La réalisation des priorités déterminées est assurée par un plan d'action annuel comprenant les objectifs stratégiques, un projet de plan du personnel, une estimation des besoins en matière budgétaire et les règles générales d'organisation et de bon fonctionnement des services. Ces plans d'actions pour 2008-2009 existent bien.

Le plan stratégique, les plans d'actions ou opérationnels annuels et tous les documents y relatifs sont classifiés et communiqués en interne à tous les agents du service. La cellule d'appui de la Sûreté de l'État n'est opérationnelle que depuis le 5 décembre 2006 et n'aurait pu rendre un avis avant cette date; elle a été associée aux travaux préparatoires des plans.

05.03 Olivier Maingain (MR): Je ne vous interrogerai pas davantage sur la teneur de plans classifiés. La commission de suivi est compétente pour faire ce travail.

L'incident est clos.

06 Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur "le fichier central des avis de saisie" (n° 133)

06.01 Raf Terwingen (CD&V): Des accords en vue de l'automatisation du Fichier central des Avis de saisie avaient été conclus dès 2000 avec la Chambre nationale des Huissiers de justice. À ce jour cependant, le système fonctionne toujours sur la base de fiches. Des questions orales ont déjà été posées à ce sujet.

Où en est ce dossier?

06.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Mon administration et mon cabinet oeuvrent depuis un an déjà avec la Chambre nationale des Huissiers de justice à la mise au point du Fichier central des Avis de saisie. La démission du gouvernement et des problèmes techniques ont empêché le respect de la date butoir du 1^{er} juillet initialement fixée. Les problèmes techniques et réglementaires ont été résolus et la mise en place est programmée pour le 23 octobre. Dès le 25 octobre, il sera possible de procéder aux premières consultations ou créations d'avis.

La réglementation doit à présent être publiée dans les meilleurs délais de manière à permettre l'installation du Comité de Gestion et de Surveillance. Toutes les mesures préparatoires ont été prises et il reste à espérer que la mise en service se déroulera dans les meilleures conditions possibles.

Les personnes qui y auront accès et les modalités pour y accéder seront définies dans le Code judiciaire et

des précisions seront apportées par le biais d'un arrêté royal. Chaque utilisateur devra disposer d'une authentification lui permettant de consulter la base de données. Les huissiers de justice la consulteront auprès de la Chambre nationale des huissiers de justice, les juges des saisies, les juges des tribunaux du travail et les greffiers auprès du SPF Justice, les receveurs des contributions et de la TVA auprès du SPF Finances, les avocats auprès de l'*Orde van Vlaamse Balies* et de l'Ordre des Barreaux francophones et germanophones ou du greffe du tribunal de première instance, les notaires auprès de la Fédération royale du notariat belge et les médiateurs de dettes auprès du greffe du tribunal compétent.

Certains utilisateurs devront payer une rétribution pour la consultation. Le montant de cette rétribution sera défini dans l'arrêté ministériel du 25 octobre, après la mise en place du Comité de gestion et de surveillance qui sera chargé de formuler un avis à ce sujet.

06.03 Raf Terwingen (CD&V): Je me félicite de ce que des résultats concrets aient enfin été engrangés après une longue période d'attente, ce qui présente un intérêt non seulement pour les huissiers et les avocats mais aussi pour les personnes concernées par un règlement collectif de dettes.

L'incident est clos.

07 Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "l'appel du monde judiciaire en faveur d'actions collectives au bénéfice de personnes internées" (n° 134)

07.01 Bert Schoofs (VB): En mai, l'avocat d'une personne internée qui était détenue à la prison de Merksplas a obtenu, par une procédure en référé, le transfert de son client vers un établissement psychiatrique plus adapté. Des voix s'élèvent, dans le monde des magistrats et des avocats, pour tenter un maximum d'actions contre l'État. Il est même question d'actions collectives.

Le ministre peut-il fournir des précisions concernant le dossier de la personne internée et qui a été déplacée? A-t-il connaissance de procès analogues qui seraient intentés dès lors qu'un précédent existe? Quelle est sa position concernant la mise en place d'une procédure collective?

07.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Il est déjà arrivé dans le passé que l'État soit cité en référé pour faire transférer des personnes internées vers un établissement plus adapté, mais c'est exceptionnel.

Je ne suis pas au courant des appels à une action collective.

Les tribunaux vérifient parfois l'un ou l'autre point mais ils ne se substituent pas aux commissions qui doivent prendre les décisions.

Je suis informé des articles de presse concernant l'internement, ainsi que de l'interview de M. Heimans, mais celui-ci n'y a pas appelé à une action collective.

La question des personnes internées est connue et constitue aussi l'une de nos priorités, mais il est plus difficile pour un gouvernement chargé des affaires courantes de prendre des initiatives. Par contre, la construction de nouveaux établissements se poursuit normalement. J'ai contacté la ministre de la Santé publique concernant des accords relatifs à un financement supplémentaire. Celui-ci deviendrait possible dans le cadre du budget 2011 mais, là aussi, la situation est complexe avec un gouvernement chargé des affaires courantes.

07.03 Bert Schoofs (VB): J'en conclus qu'il ne peut être conféré qu'une valeur de précédent toute relative à ce type de jugement et que le tribunal n'exerce en l'espèce qu'un contrôle marginal.

Nous devons éviter que l'expertise développée en Flandre ne se perde. Il conviendra d'inclure l'internement dans la liste des compétences à transférer.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- **M. Bert Schoofs** au ministre de la Justice sur "la violence extrême dans les prisons" (n° 135)

- **M. Olivier Maingain** au ministre de la Justice sur "la sécurité dans les prisons et le malaise des gardiens" (n° 139)

08.01 Bert Schoofs (VB): Dès le 6 septembre dernier, j'ai demandé la convocation de la commission en raison des nombreux incidents sérieux qui se sont produits dans différentes prisons au cours de l'été. La violence semble en effet augmenter dans les prisons durant les mois d'été. Je vous renvoie à l'incident "mayonnaise" et à l'incident "cocaïne". À Hasselt, un problème fondamental oppose la direction et le personnel. Il y a également eu des problèmes à Lantin.

Il s'agit de faits graves, mais l'on dénombre en outre entre cinq et dix faits plus légers chaque jour. La drogue constitue également un problème dans les établissements pénitentiaires.

Le ministre a-t-il une explication pour ce pic dans le nombre de problèmes survenus dans les prisons ou s'agit-il d'une simple impression liée au fait que les médias n'ont pas grand-chose à se mettre sous la dent durant l'été?

Le problème a-t-il été identifié avant le début de la période la plus chaude? Si oui, quelles mesures ont-elles été prises? Comment la violence a-t-elle pu alors prendre de telles proportions? Il y avait pourtant eu un avertissement en 2009. Quelles mesures de précaution seront-elles prises à l'avenir?

08.02 Olivier Maingain (MR): Face à la recrudescence des faits de violence au sein des prisons, dont vous faisiez état lors de la réunion de la commission de la Justice du 18 novembre 2008, la situation pourrait être améliorée par la mise en place d'équipements fonctionnels, prévus mais non installés, comme des caméras de surveillance, ou de nouvelles mesures comme le passage des visiteurs au scanner corporel.

Quel est le nombre d'incidents enregistrés au sein des établissements pénitentiaires pour l'année 2009 ainsi que pour le premier semestre 2010? Quel est le pourcentage de cas ayant nécessité l'intervention de la police?

Confirmez-vous que les équipements de sécurité déjà mis en place ne sont pas tous opérationnels? Le cas échéant, quelles sont les mesures envisagées pour répondre à cette lacune?

Quels sont les résultats de l'étude, annoncée le 20 janvier dernier, au sujet du respect de la vie privée par les nouvelles mesures envisagées?

Des formations spécifiques destinées aux gardiens et à la police sont-elles mises en œuvre quant au contenu de la circulaire du 19 novembre 2009, relative aux moyens de coercition et à l'équipement d'intervention, et qui prévoit la création d'équipes d'intervention au sein des établissements?

Enfin, quels sont les résultats de l'étude commandée auprès du Comité P en vue de mieux définir les missions policières au sein des établissements pénitentiaires?

08.03 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): À la question de Mme Brems relative aux armes dans les prisons, j'ai répondu qu'il faut un équilibre entre la protection du personnel et la lutte contre la violence.

On me demande à présent quelles sont l'ampleur de la violence et son évolution.

Plusieurs incidents graves se sont produits dans les prisons mais il s'agissait de cas isolés, parfois amplifiés dans la presse. L'été n'a pas été agité mais au contraire assez calme. On a également constaté moins d'évasions que l'été passé. La surpopulation est devenue plus gérable, notamment grâce à la prison de Tilburg. Des incidents se produisent sans prendre des proportions extrêmes, mais les collaborateurs n'y sont pas moins confrontés. Chaque année, environ 200 agents pénitentiaires sont victimes d'agressions. Des efforts supplémentaires doivent être fournis au sein de la Direction générale des établissements pénitentiaires, notamment par l'organisation de formations sur la maîtrise des conflits et des agressions et l'aménagement des procédures de sécurité internes. Les recommandations du groupe de travail sont

actuellement examinées.

Les chiffres pour 2009 et 2010 ne sont pas encore tous disponibles.

Dès que je serai en possession des chiffres pour 2009, je vous les communiquerai.

Concernant les équipements de sécurité, tout est mis en œuvre pour leur entretien, leur réparation et leur remplacement si nécessaire. Toutes les prisons recevront le même équipement, ce qui permet de mettre en place des formations uniformisées.

Pour les scanners corporels, il a été décidé d'acheter le matériel nécessaire en une seule fois pour toutes les prisons. Un appel d'offres a été lancé au niveau européen. Les formations n'ont donc toujours pas commencé, à l'exception des sections de haute sécurité, avec le matériel déjà disponible dans ces sections.

Relativement à l'étude commandée auprès du Comité P, j'ai reçu un rapport intermédiaire il y a trois mois; il appartient donc au Comité P et au Parlement de faire des communications sur le contenu.

En résumé, un débat est en cours sur l'organisation à l'intérieur des prisons. Une étude a été commandée. Au moment de sa finalisation, la commission en prendra connaissance et pourra formuler des recommandations.

08.04 Bert Schoofs (VB): Même si le ministre prétend que l'été a été calme, la situation reste problématique, surtout lorsqu'on sait que les gardiens sont confrontés à un acte de violence en moyenne toutes les 36 heures. La loi de principes concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus constitue la base du problème étant donné qu'elle a transformé le gardien de prison en une sorte de groom. Est-il exact que les images des caméras peuvent être utilisées contre les gardiens mais pas contre les détenus? Il convient de rétablir l'équilibre à l'avantage des gardiens.

08.05 Olivier Maingain (MR): Estimez-vous qu'à l'exception du scanner corporel, les prisons sont aujourd'hui correctement équipées? Quel est le taux de réalisation de la programmation? Des pannes du réseau de surveillance sont-elles dues à l'usure ou à l'absence de contrat d'entretien?

08.06 Stefaan De Clerck, ministre (en français): Globalement le niveau de technicité et de performance est suffisant, sauf pour les scanners corporels, qui sont à l'étude. Les coûts de modernisation, de rénovation et de remplacement sont énormes et le rythme d'investissement est tel qu'il est difficile à suivre pour les trente-cinq prisons.

Le matériel est suivi de façon permanente en collaboration avec la Régie des bâtiments, qui est responsable de son remplacement.

L'incident est clos.

09 Questions jointes de

- **M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "les déclarations du procureur général près la cour d'appel d'Anvers concernant les lacunes du droit sur le plan de la répression" (n° 136)**

- **M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "les déclarations du procureur général près la cour d'appel d'Anvers concernant les lacunes et les contradictions observées dans la législation sur le plan du droit de la procédure pénale" (n° 137)**

09.01 Bert Schoofs (VB): Dans sa mercuriale, le procureur général Liégeois a évoqué quelques problèmes qui concernent la Justice, notamment l'immobilisme et l'impunité. En dépit du fait que nous nous trouvons actuellement en période d'affaires courantes, je voudrais demander au ministre ce qu'il pense pouvoir faire pour renforcer la répression et améliorer la perception des amendes pénales. Est-il exact que le ministère des Finances ne verrait pas d'un bon œil la création d'un bureau de recouvrement judiciaire? Le ministre pense-t-il comme le procureur général qu'il faut d'abord accélérer la perception des amendes et qu'ensuite seulement, le citoyen doit avoir la possibilité de faire valoir ses droits ou d'obtenir gain de cause?

Le procureur général a déclaré que la réforme des assises est un fiasco. Le ministre lui aurait répondu qu'il n'est pas opportun de changer une loi qui vient d'être adoptée. Est-ce exact?

S'agissant du problème posé par l'arrêt Salduz, le procureur général a dit que la Cour européenne des droits de l'homme est trop encline à emboîter le pas au législateur national. Le ministre partage-t-il ce point de vue? Dans l'affirmative, le Parlement pourrait peut-être régler d'ores et déjà un certain nombre de choses et le ministre pourrait peut-être mettre une partie de son personnel de cabinet à la disposition de la nouvelle majorité? Cette suggestion vaut aussi pour la loi MPR qu'un arrêt de la Cour constitutionnelle a éteinte. Mais le procureur général a également critiqué la loi relative au diamant et la procédure de référé pénal. Puisque le ministre exprime ainsi son opinion sur plusieurs dossiers, le Parlement ne devrait-il pas pouvoir se mettre au travail?

Le **président**: M. Schoofs aurait peut-être dû adresser sa question aux chefs de groupe plutôt qu'à un ministre en affaires courantes. Le Parlement aurait alors pu prendre une initiative.

09.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je voudrais tout d'abord me référer à mon introduction générale car fournir des réponses définitives à ce genre de questions n'est pas chose aisée.

J'étais présent quand le procureur général d'Anvers, M. Liégeois, a prononcé sa mercuriale. Je lui ai écrit pour lui dire que je suis un farouche partisan d'un dialogue franc entre la classe politique et la magistrature. Une mercuriale s'inscrit, certes, dans un tel dialogue mais à condition d'être objective et constructive. Or le procureur général s'est borné à prononcer un réquisitoire contre la politique, réquisitoire qui a consisté en une dénonciation unilatérale de l'échec de la politique et dans lequel ont fait défaut toute autocritique comme toute initiative visant à une amélioration du fonctionnement de la justice. Le procureur général d'Anvers a de nombreux desiderata mais il semble oublier que le législateur, qui a tout de même le dernier mot, n'est peut-être pas d'accord avec tous ces desiderata. Une mercuriale devrait être l'occasion d'interpeller les responsables politiques de façon correcte et cette interpellation devrait surtout être assortie d'un engagement souscrit par la magistrature.

Dans ma lettre, j'ai dit tout cela sans détours à M. Liégeois. Depuis, nous avons mis au point certaines choses.

Pour ce qui est des amendes pénales et des affaires en référé pénal, je renvoie à la note sur l'exécution des peines dans laquelle je détaille ma vision et mes ambitions. En tant que ministre d'un gouvernement d'affaires courantes, je ne peux que renvoyer intégralement à la méthode que j'y préconise.

Sa mise en œuvre requiert évidemment des dispositions, mais je pense que de nouvelles décisions dans ce domaine ne peuvent être prises par un gouvernement d'affaires courantes. Des initiatives parlementaires restent néanmoins possibles.

Certains considèrent la réforme de la Cour d'assises comme un échec. Ce n'est pas un projet mais une proposition de loi qui a été votée, débattue et approuvée par cette même Chambre. Une loi corrective existait déjà.

Ce qui est présenté ici est une réponse à un courrier du 22 février 2010, dans lequel le procureur général formulait une série de remarques. Un "e" superflu s'est glissé dans la traduction française, mais cette erreur ne modifie en rien l'esprit ni l'objectif de la loi et une simple adaptation technique devrait dès lors suffire. Une erreur aussi minime ne suffit pas pour considérer qu'une loi est un échec!

Nous devons pour l'instant examiner les directives et les circulaires de façon pragmatique pour éviter tout problème d'interprétation. Des propositions formulées par MM. Landuyt et Terwingen à ce sujet seront prochainement inscrites à l'ordre du jour de la commission Justice.

Une initiative législative doit apporter une solution à ce problème urgent. J'exposerai la situation en commission de la Justice du Sénat cette après-midi.

Les directives provisoires de la circulaire du Collège des procureurs généraux ne sont par ailleurs pas appliquées partout de la même façon. Un problème se pose donc à ce niveau également. Une initiative législative doit donc être prise d'urgence dans le dossier Salduz. J'ai adressé des courriers à ce sujet au préformateur, à l'informateur et au président de la Chambre.

Le projet de loi finalisé relatif à la loi sur les méthodes particulières de recherche figure sur le site internet. Un tel projet ne peut pas être examiné en période d'affaires courantes.

09.03 Bert Schoofs (VB): Le ministre a manifestement interprété le message du procureur général M. Liégeois de façon très personnelle.

09.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je me suis concerté avec le procureur général et le collège et nous poursuivons entre-temps notre travail.

09.05 Bert Schoofs (VB): Cela ressemblait à une déclaration de guerre mais je suis ravi d'entendre par le ministre que le différend est à présent réglé. Le procureur général est l'interlocuteur de première ligne dans le monde judiciaire et il est important que la collaboration avec lui se déroule correctement.

09.06 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je réagis au nom du législateur qui a été visé dans cette affaire.

09.07 Bert Schoofs (VB): Le procureur général a en réalité voulu dire que le ministère public travaille mais que le monde politique l'abandonne à son sort. Je ne peux pas lui donner tort à ce sujet. Le ministre assume le rôle du Parlement et écrit un courrier à ce même Parlement pour dire que nous devons nous mettre au travail.

En ce qui concerne les assises, plusieurs petits problèmes sont résolus, alors que les grands problèmes restent en suspens.

Le **président**: Les membres de la commission peuvent consulter le site internet du ministre et déterminer ce qu'ils peuvent entreprendre en tant que parlementaires.

L'incident est clos.

10 Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "les déclarations du procureur général près la cour d'appel d'Anvers concernant l'informatisation et la mesure de la charge de travail du ministère public" (n° 138)

10.01 Bert Schoofs (VB): Je suppose que le ministre me renverra également au site internet en ce qui concerne ma question sur la mesure de la charge de travail et l'informatisation du ministère public, mais l'avis du ministre ne figure pourtant pas sur le site. Il existe quatre systèmes informatiques dont trois sont donc manifestement superflus. Comment le ministre résoudra-t-il ce problème pour faire en sorte que la charge de travail puisse également être mesurée? Selon le procureur général, M. Liégeois, l'informatisation doit permettre, par une simple pression sur une touche, de mesurer la charge de travail et de déterminer d'autres éléments comme le coût des dossiers d'assises. Dans quelle mesure l'interopérabilité est-elle une priorité?

10.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Une réunion avec les magistrats a été convoquée à ce sujet. Depuis 2006, il existe un Bureau permanent de la mesure de la charge de travail et du développement de l'organisation. On suit le dossier. Quelque 17 améliorations ont été proposées et aujourd'hui, la charge de travail a été cartographiée à hauteur de 70 %. Le même exercice doit être réalisé pour la section jeunesse, la section civile d'un parquet de première instance et celle des auditorats du travail et des auditorats généraux. On va se concentrer à présent sur l'amélioration méthodologique de la mesure de la charge de travail pour optimiser les processus de travail et la gestion du personnel des parquets.

L'augmentation des investissements dépendra du développement futur de l'actuel secrétariat du Collège des procureurs généraux. Des discussions sont organisées à ce sujet et lors d'une prochaine réunion du Collège,

on examinera comment il convient de développer encore le service d'appui commun et comment la mesure de la charge de travail et l'automatisation peuvent être réalisés à l'aide des outils informatiques nécessaires.

Il va de soi que le plus grand défi est l'informatisation du siège. Elle doit en principe être réalisée fin 2010. Anvers et Mons sont les deux sites pilotes pour la cour d'appel. Nous attendons les résultats et les rapports de l'accompagnement scientifique. Sur la base de ces rapports, nous prendrons des initiatives législatives bien que la situation d'un gouvernement en affaires courantes pose une nouvelle fois problème.

Président: M. Siegfried Bracke.

L'incident est clos.

11 Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre de la Justice sur "la vente de matériel confisqué provenant de plantations de marihuana et de cannabis" (n° 90)

11.01 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Après la découverte et le démantèlement de plantations de cannabis, les installations font l'objet d'une confiscation prononcée par le juge, mais il s'avère que par la suite, ces installations ne sont pas retirées du commerce et qu'elles finissent par être réutilisées aux mêmes fins. Plusieurs parquets ont imaginé diverses solutions concrètes afin de remédier à ce problème.

A-t-on fait un inventaire de ces solutions? Pourquoi les bonnes solutions ne sont-elles pas généralisées à l'ensemble du pays? Le réseau d'expertise "Drogues" a-t-il déjà proposé une solution uniforme? Quelle est la situation au Limbourg en la matière? Combien de plantations de cannabis ont-elles été démantelées depuis 2006? Quelles quantités de cannabis ont-elles été saisies chaque année?

11.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): L'absence d'un cadre légal autorisant la destruction de ce type de biens saisis avant qu'il n'ait été statué au fond constitue un problème considérable. S'agissant de quantités importantes de matériaux dangereux et périssables, leur entreposage est onéreux, compliqué et parfois même impossible. Les possibilités d'entreposage varient en outre en fonction de la disponibilité locale des entrepôts et de la bonne volonté des services tels que la protection civile.

Il appartient au juge de décider librement de ce qu'il convient de faire des biens. Il n'existe aucune directive du ministère public. Les matériaux périssables, sans valeur ou dangereux sont généralement détruits immédiatement. D'autres matériaux, tels que des lampes, sont entreposés jusqu'au prononcé du jugement ou transférés aux instances publiques au sein desquelles ils pourront encore être utilisés. Il arrive également que ces matériaux soient détruits après le prononcé du jugement ou après abandon volontaire. En d'autres termes, il n'existe aucun schéma strict. Les parquets sont conscients de ce problème et essaient toujours en premier lieu d'éviter que les matériaux soient réintroduits dans le circuit.

Le centre d'expertise estime qu'une initiative légale est nécessaire. Cette loi doit non seulement offrir une solution aux problèmes résultant du démantèlement des plantations de cannabis mais elle doit aussi être appliquée dans un cadre plus large pour que les armes, les explosifs et les produits toxiques entrent également dans son champ d'application. Il est important de mettre en place une autorisation légale pour la destruction de ces produits.

Une fois que le texte sera disponible dans sa version finale, il sera vraisemblablement publié sur le site internet.

11.03 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Je rappellerai son engagement au ministre car cela ouvrira la porte à une initiative en commission de la Justice. Aussi ne manquerons-nous pas de consulter quotidiennement le site internet du ministre.

L'incident est clos.

La discussion des questions et des interpellations se termine à 11 h 42.

De vergadering wordt geopend om 10.16 uur en voorgezeten door mevrouw Liesbeth Van der Auwera.

01 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Justitie over "het uitblijven van een wettelijk initiatief inzake schijnhuwelijken" (nr. 14)

01.01 Peter Logghe (VB): De wet van 2006 inzake schijnhuwelijken schiet het doel voorbij omdat de boetes niet opwegen tegen de opbrengsten bij het aangaan van een schijnhuwelijk en omdat de verblijfsvergunning en het verwerven van de nationaliteit aan het schijnhuwelijk gekoppeld zijn. Daarnaast is het niet automatisch afnemen van de nationaliteit in het geval van een schijnhuwelijk een enorm pijnpunt. Er werden de afgelopen jaren veel beloftes gedaan, maar wij wachten nog steeds op een wetgevend initiatief. Ondertussen worden er volgens het *Belang van Limburg* dagelijks vijf nieuwe schijnhuwelijken afgesloten.

Hoeveel gemeenten hebben na de circulaire van minister Dewael een cel Schijnhuwelijken opgericht? Hoeveel schijnhuwelijken werden jaarlijks geregistreerd sinds 2005? Wordt er gewerkt aan een centraal register? Welk initiatief heeft de regering genomen om de boetes te verhogen, de verblijfsrechtelijke gevolgen te verzwaren en de nationaliteit automatisch te ontnemen?

01.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Omdat dit de eerste vraag is die aan mij wordt gesteld in het kader van de lopende zaken, wil ik eerst een en ander verduidelijken. Uiteraard sta ik ter beschikking van de commissie, maar ik kan geen standpunt innemen in zaken waarover de volgende regering moet beslissen. Ik kan alleen antwoorden in het kader van de lopende zaken en zal daarbij zeer voorzichtig zijn. Misschien kan de commissievoorzitter bekijken wat er al dan niet mogelijk is. Het Parlement heeft uiteraard initiatiefrecht en ik wil gerust meewerken om ingediende wetsvoorstellen te bespreken, maar de belangrijke beleidsopties moeten door de volgende regering worden ontwikkeld.

Wat de vraag over de schijnhuwelijken betreft, verwijs ik naar de website van Justitie. Alle initiatieven die werden genomen voor de val van de regering, zijn daar vermeld. De teksten zijn daar beschikbaar, maar vanwege de lopende zaken kan ik de zaken niet activeren.

De **voorzitter**: In de Conferentie van voorzitters werd afgesproken dat de minister vrij is om te antwoorden op vragen. Ook het Vlaams Belang is dat standpunt gisteren bijgetreden.

01.03 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Indien de heer Logghe de circulaire van 13 september 2005 van de ministers Dewael en Onkelinx bedoelt, dan moet ik erop wijzen dat deze helemaal niet voorziet in de oprichting van een cel Schijnhuwelijken in elke gemeente. De administratie heeft geen cijfers over het aantal opgerichte cellen.

Ook zijn er nog geen relevante cijfers over het aantal schijnhuwelijken omdat de rondzendbrief van het College van procureurs-generaal pas op 15 oktober 2009 in werking trad. Dat een nieuwe kwalificatie en codering werd ingevoerd om schijnhuwelijken te registreren, is wel een positief element.

01.04 Peter Logghe (VB): Wanneer zullen die cijfers dan wel beschikbaar zijn?

01.05 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Ik veronderstel dat er pas na het verstrijken van het volledige jaar 2010 cijfers beschikbaar zullen zijn.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Eva Brems aan de minister van Justitie over "het gebruik van de 'Taser' in Belgische gevangenen" (nr. 43)

02.01 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Het Comité voor de Preventie van Foltering (CPT) van de Raad van Europa heeft op 23 juli 2010 een verslag uitgebracht over het gebruik van stroomstootwapens in ons land. Amnesty International vraagt om het gebruik daarvan strikt te reguleren en te beperken tot situaties waarin ze levensbeschermend zijn, ter vervanging van vuurwapens. Het CPT looft België omdat het principieel besliste

het gebruik van Tasers te beperken, maar vraagt op zijn beurt een duidelijker regeling. In onze gevangenissen zou het gebruik van Tasers niet geregistreerd worden en zouden stroomstootwapens niet alleen worden gebruikt door daartoe speciaal opgeleide politie-eenheden. Het CPT noteerde klachten over het gebruik van Tasers in Brugge en Ittre.

Wanneer en door wie kan in onze gevangenissen een stroomstootwapen worden ingezet? Wordt dat geregistreerd en hoe? Zal de gevraagde informatie over Brugge en Ittre aan het CPT worden bezorgd? Gaat de minister ermee akkoord dat deze wapens ook in de gevangenis alleen mogen worden gebruikt in geval van ernstige bedreiging?

02.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Mevrouw Brems stelde deze vragen gisteren aan de minister van Binnenlandse Zaken.

De Taser maakt geen deel uit van de uitrusting van het penitentiair personeel en wordt dus niet gebruikt. Het gebruik van stroomstootwapens wordt bij de politie geregeld door een richtlijn van 14 februari 2008 en het gebruik ervan vergt de toelating van de minister na het advies van de commissie Bewapening. Slechts enkele politiekorpsen beschikken over de nodige toelating. In de gevangenissen is het personeel niet bewapend. Als er problemen zijn, dan wordt een beroep gedaan op de politie. De politie registreert elk incident waarbij wapens worden gebruikt. De Taser werd nog maar één keer gebruikt, namelijk in Brugge. Die informatie wordt bezorgd aan het CPT.

02.03 **Eva Brems** (*Ecolo-Groen!*): Is de informatie over Ittre dan fout of werd dit nog niet volledig onderzocht?

De minister heeft ook niet uitdrukkelijk gezegd dat het criterium voor het inzetten van dergelijke wapens, ook in een detentiecontext, de ernstige bedreiging van het leven en de fysieke integriteit moet zijn. Ik hoop dat ik dit impliciet uit het antwoord mag afleiden.

02.04 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Het is verplicht na te gaan en te registreren hoe de orde wordt gehandhaafd. Dat is belangrijk ter bescherming van het gevangenispersoneel, dat wellicht meer dan vroeger wordt geconfronteerd met geweld. Er moeten met de politie afspraken worden gemaakt over de uit te voeren interventies en er werden speciale commissies opgericht om de veiligheid in de gevangenissen te bestuderen.

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van de heer Franco Seminara aan de minister van Justitie over "de procedures voor de vervanging van magistraten" (nr. 67)**

03.01 **Franco Seminara** (*PS*): Hoewel in het vademecum van de Adviesraad van de magistratuur wordt aangeraden om een vervroegde pensionering minstens een jaar op voorhand aan te kondigen, melden magistraten die beslissing doorgaans slechts vijf of zes maanden vooraf. Aangezien de benoemingsprocedure acht tot negen maanden in beslag neemt, vreest de voorzitter van de Hoge Raad voor de Justitie dat een en ander rampzalige gevolgen zal hebben voor de werking van het gerechtelijk apparaat, temeer daar honderden magistraten in 2015-2016 aan de pensioneringsvoorwaarden zullen voldoen.

Deelt u die bekommernis?

Welke concrete oplossingen denkt u aan te dragen?

03.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): Een benoemingsprocedure duurt geen acht tot negen maanden, maar vijf tot zes maanden. Die termijn kan tot zes of zeven maanden worden verlengd indien artikel 186*bis* van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing is, of kan met 40 dagen worden verlengd voor raadsheren bij het Hof van Cassatie, het hof van beroep of het arbeidshof.

Tussen 1 december 2009 en 31 december 2010 zijn er 93 magistraten met pensioen gegaan, van wie 17 (18 procent) op de normale pensioenleeftijd en 66 (71 procent) vervroegd, d.w.z. tussen 60 en 65 jaar; 61

van die magistraten hebben hun aanvraag tijdig ingediend en vijf hebben dat te laat gedaan. Daarnaast zijn er vier magistraten vertrokken wegens lichamelijke ongeschiktheid en zijn er zes magistraten overleden.

Wat de suggestie van de voorzitter van de Hoge Raad voor de Justitie betreft, is het niet aangewezen de magistraten die vervroegd met pensioen willen gaan, te sensibiliseren via een rondzendbrief waarin zij worden verzocht hun aanvraag ten minste één jaar op voorhand in te dienen.

Dat de magistraten hun pensioenaanvraag minstens één jaar vooraf zouden indienen, zou er immers niet toe leiden dat de vacature ook vroeger wordt bekendgemaakt. Het volstaat dat de aanvraag zeven à acht maanden tevoren wordt ingediend. Sinds september wordt er opnieuw met een maandelijkse bekendmaking gewerkt en inzake de vervanging van magistraten trachten we op de noden vooruit te lopen.

03.03 Franco Seminara (PS): De goede werking van het gerecht is de ruggengraat van onze democratie.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Justitie over "de onrust in Ruiselede naar aanleiding van het opstarten van de 'Therapeutische Gemeenschap'" (nr. 118)

04.01 Peter Logghe (VB): In een landelijke woonwijk in Ruiselede wordt een nieuw project gepland om zestien gedetineerden met een drugsverleden zelfstandig te laten wonen onder camerabewaking. De bewoners zijn ongerust.

Klopt het dat dit experiment het eerste is in zijn soort in ons land? Waarom wordt ervoor gekozen om dit project in Ruiselede te vestigen? Hoe zullen de gedetineerden worden bewaakt? Van waaruit worden de camerabeelden bekeken en hoe snel kunnen interventiekrachten ter plaatse zijn in een noodsituatie? Wanneer zal het proefproject van start gaan en wanneer is een evaluatie gepland? Zal er nog overlegd worden met de buurtbewoners?

04.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Het Penitentiair Landbouwcentrum (PLC) te Ruiselede heeft inderdaad een project voorgesteld voor de oprichting van een therapeutische gemeenschap van zestien gedetineerden in samenwerking met de drugcoördinator van het Directoraat-generaal Penitentiaire Inrichtingen. Op 22 september was er een informatieavond voor de wijkbewoners.

Het is een uniek project in België, geïnspireerd op voorbeelden uit de Verenigde Staten en het Verenigd Koninkrijk. Het PLC heeft ruime ervaring met de behandeling van drugsverslaafden en recidiveverminderende projecten.

Het gaat om een lovenswaardig initiatief, maar de locatie is een beetje problematisch. Ik heb gevraagd een alternatief te zoeken en heb de buurtbewoners hier schriftelijk over ingelicht.

04.03 Peter Logghe (VB): De pijnpunten zijn dus weggenomen. Ik kijk uit naar de evaluatie van het project, maar daarvoor moet het natuurlijk eerst worden opgestart.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Olivier Maingain aan de minister van Justitie over "het auditrapport van het Comité I over de Veiligheid van de Staat" (nr. 122)

05.01 Olivier Maingain (MR): De conclusies van het auditrapport van het Comité I over de Veiligheid van de Staat zijn uitermate negatief wat betreft de interne organisatie en het gebrek aan visie, communicatie en personeelsbeheer. Voorts stelden de administrateurs-generaal, niettegenstaande het koninklijk besluit van 5 december 2006, geen jaarlijks actieplan voor 2008 en 2009 op. Tot slot zou de interne ondersteuningsdienst sinds 2003 geen enkel advies uitgebracht hebben over de organisatie van de Veiligheid van de Staat.

Bevestigt u die disfuncties? Welke maatregelen zullen er genomen worden om daar een eind aan te maken?

05.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): Het rapport werd nog niet ingediend bij de vaste commissie belast met de begeleiding van het Comité I en ook nog niet gepubliceerd. Het is beter om af te wachten tot dat wel het geval is, alvorens de vragen van de pers te beantwoorden.

Er werd een strategisch plan 2008-2012 van de Veiligheid van de Staat uitgewerkt en het wordt uitgevoerd. Dat plan vindt zijn wettelijke grondslag in het koninklijk besluit van 5 december 2006 en werd opgesteld door de administrateurs-generaal van de Veiligheid van de Staat in samenwerking met het directiecomité en de ondersteuningscel van de dienst.

Om de vastgestelde prioriteiten te kunnen uitvoeren, wordt er een jaarlijks actieplan opgesteld met de strategische doelstellingen, een ontwerp van personeelsplan, een raming van de budgettaire noden en de algemene regels voor de organisatie en het goed functioneren van de diensten. Die actieplannen voor 2008 en 2009 bestaan wel degelijk.

Het strategische plan, de jaarlijkse actieplannen met de operationele strategieën en alle bijbehorende documenten worden geclassificeerd en intern doorgestuurd naar alle medewerkers van de dienst. De ondersteuningscel van de Veiligheid van de Staat is pas sinds 5 december 2006 operationeel en had vóór die datum geen advies kunnen uitbrengen, omdat de cel meewerkte aan de voorbereiding van die plannen.

05.03 **Olivier Maingain** (MR): Ik zal u niet verder ondervragen over de inhoud van de geclassificeerde plannen. Dat is immers het werk van de begeleidingscommissie.

Het incident is gesloten.

06 **Vraag van de heer Raf Terwingen aan de minister van Justitie over "het centraal bestand van berichten van beslag" (nr. 133)**

06.01 **Raf Terwingen** (CD&V): Al in 2000 werden er afspraken gemaakt met de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders om het Centraal Bestand van beslagberichten te automatiseren. Nu wordt er nog steeds gewerkt met een steekkaartensysteem. Er werden hier al eerder mondelinge vragen over gesteld.

Wat is de stand van zaken?

06.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Sedert een jaar werken mijn administratie en mijn kabinet samen met de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders aan de realisatie van het Centraal Bestand voor beslagberichten. De eerste streefdatum van 1 juli werd niet gehaald door de val van de regering en technische problemen. Op technisch en regelgevend vlak zijn we nu klaar en de datum van inwerkingtreding is gepland op 23 oktober. De eerste consultaties of creaties van berichten kunnen vanaf 25 oktober.

De regelgeving moet nu nog zo snel mogelijk bekend gemaakt worden, zodat het Beheer- en Toezichtcomité kan worden opgericht. Alle voorbereidende maatregelen werden genomen en hopelijk zal de inwerkingtreding vlot verlopen.

Het Gerechtelijk Wetboek zal bepalen wie toegang heeft en op welke wijze en een KB zal dat verder uitwerken. Elke gebruiker moet een authenticatie krijgen om het bestand te mogen raadplegen. Voor de gerechtsdeurwaarders gebeurt dat bij de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders, voor de beslagrechters, rechters van de arbeidsrechtbanken en griffiers bij de FOD Justitie, voor de ontvangers van de belastingen en van de btw bij de FOD Financiën, voor de advocaten bij de Orde van Vlaamse Balies en de *Ordre des Barreaux francophones et germanophones* of bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg, voor de notarissen bij de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat en voor de schuldbemiddelaars gebeurt de authenticatie bij de griffie van de bevoegde rechtbank.

Bepaalde gebruikers moeten voor de consultatie een retributie betalen. Het bedrag daarvan zal bepaald worden in een ministerieel besluit van 25 oktober, na de oprichting van het Beheer- en Toezichtcomité, dat daarover een advies moet geven.

06.03 Raf Terwingen (CD&V): Ik ben blij dat er nu na lang wachten eindelijk concrete resultaten zijn. Dat is niet enkel in het belang van de deurwaarders en advocaten, maar ook van de mensen in een collectieve schuldenregeling.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "de oproep vanuit de gerechtelijke wereld om over te gaan tot collectieve acties ten behoeve van geïnterneerden" (nr. 134)

07.01 Bert Schoofs (VB): In mei bekam de advocaat van een geïnterneerde die in de gevangenis van Merksplas verbleef, via een kort geding een overplaatsing naar een beter aangepaste psychiatrische instelling. Binnen de magistratuur en de advocatuur gaan stemmen op om zo veel mogelijk vorderingen in te stellen tegen de overheid. Er wordt zelfs gewag gemaakt van collectieve acties.

Kan de minister uitleg geven over de zaak van de overgeplaatste geïnterneerde? Heeft de minister kennis van gelijkaardige rechtszaken die zouden worden ingespannen nu er een precedent is? Hoe staat de minister tegenover de constructie van een collectieve vordering?

07.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): In het verleden werd de overheid ook al in kort geding gedagvaard om geïnterneerden te laten overbrengen naar een meer aangepaste instelling, maar dit is uitzonderlijk.

Ik ben niet op de hoogte van oproepen tot een collectieve vordering.

Rechtbanken toetsen wel, maar treden niet in de plaats van de commissies die de beslissing moeten nemen.

Ik ben op de hoogte van artikels in de pers over internering en het interview met de heer Heimans, maar die deed daarin geen oproep tot een collectieve actie.

De problematiek van de geïnterneerden is bekend en is ook een prioriteit voor ons, maar iets doen is moeilijker in lopende zaken. De bouw van nieuwe instellingen loopt wel normaal verder. Ik heb contact opgenomen met de minister van Volksgezondheid in verband met afspraken over een bijkomende financiering. Die zou mogelijk worden in de begroting 2011, maar ook dat ligt moeilijk met een regering van lopende zaken.

07.03 Bert Schoofs (VB): Ik leer hieruit dat de precedentwaarde van zo'n vonnis eerder relatief is en dat de toetsing van de rechtbank marginaal is.

We mogen de expertise die opgebouwd werd in Vlaanderen niet verloren laten gaan. Bij de overheveling van bevoegdheden moet ook aan internering worden gedacht.

Het incident is gesloten.

08 Samengevoegde vragen van

- de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "het extreme geweld in de gevangenissen" (nr. 135)

- de heer Olivier Maingain aan de minister van Justitie over "de veiligheid in de gevangenissen en de malaise van de cipiers" (nr. 139)

08.01 Bert Schoofs (VB): Ik vroeg al op 6 september de bijeenroeping van de commissie vanwege de vele zware incidenten in de gevangenissen tijdens de zomer. Het geweld neemt tijdens de zomermaanden toe in de gevangenissen. Ik verwijst naar het mayonaise-incident en het cocaïne-incident. In Hasselt is er een fundamenteel probleem tussen directie en personeel. Ook in Lantini zijn er problemen geweest.

Dit waren zware feiten, maar er zijn ook vijf à tien lichte feiten per dag. Ook drugs zijn een probleem in de penitentiaire instellingen.

Heeft de minister een verklaring voor deze piek of gaat het om een indruk die wordt gewekt omdat het voor de pers komkommertijd is?

Werd het probleem onderkend voor de aanvang van de heetste periode? Welke maatregelen werden genomen? Hoe kon het geweld dan toch nog dergelijke vormen bereiken? Men was toch gewaarschuwd in 2009. Welke voorzorgsmaatregelen zullen er in de toekomst worden genomen?

08.02 Olivier Maingain (MR): In de commissie voor de Justitie van 18 november 2008 maakte u gewag van een opflakking van het geweld binnen de gevangenismuren. Die toestand zou kunnen worden verholpen door het aanbrengen van bepaalde voorzieningen, zoals bewakingscamera's, die gepland maar nog niet geïnstalleerd zijn, of door nieuwe maatregelen zoals het verplichten van bodyscans voor bezoekers.

Hoeveel incidenten werden er in 2009 en tijdens het eerste semester van 2010 in de gevangenissen geregistreerd? In hoeveel procent van de gevallen moest de politie ingrijpen?

Kan u bevestigen dat de reeds geïnstalleerde veiligheidsvoorzieningen niet allemaal operationeel zijn? Zo ja, hoe zal u die leemtes opvullen?

Wat zijn de resultaten van het onderzoek naar de eerbiediging van de privacy in het kader van de geplande nieuwe maatregelen, dat op 20 januari 2010 werd aangekondigd?

Krijgt het gevangenis- en politiepersoneel specifieke opleidingen met betrekking tot de inhoud van de circulaire van 19 november 2009 over de dwangmiddelen en de interventie-uitrusting, die voorziet in de oprichting van interventieteams in de penitentiaire inrichtingen?

Wat zijn de resultaten van de studie van het Comité P die ervoor moet zorgen dat de politionele opdrachten in de gevangenissen beter worden omschreven?

08.03 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Op de vraag van mevrouw Brems over wapens in de gevangenissen heb ik geantwoord dat er een evenwicht moet worden gezocht tussen de bescherming van het personeel en het bestrijden van geweld.

Nu wordt mij gevraagd naar de hoeveelheid geweld en de evolutie ervan.

Er was een aantal zware incidenten in de gevangenissen, maar het waren alleenstaande gevallen, die soms uitvergroot werden in de pers. Het was geen hete zomer, het bleef integendeel vrij rustig. Er waren ook minder ontsnappingen dan vorige zomer. De overbevolking is beheersbaarder geworden, Tilburg speelt daarbij een rol. Er zijn incidenten, zonder extreme proporties, maar de medewerkers worden er toch mee geconfronteerd. Per jaar worden ongeveer 200 penitentiaire ambtenaren het slachtoffer van agressie. Binnen het Directoraat-generaal van de Penitentiaire Inrichtingen moeten verder inspanningen worden geleverd, o.m. via opleidingen conflict- en agressiebeheersing en het bijsturen van de interne veiligheidsprocedures. De aanbevelingen van de werkgroep worden thans besproken.

De volledige cijfers voor 2009 en 2010 zijn nog niet ter beschikking.

Zodra ik over de cijfers voor 2009 beschik, deel ik ze u mee.

Met betrekking tot de veiligheidsvoorzieningen kan ik meedelen dat alles in het werk gesteld wordt om ze te onderhouden, te herstellen en indien nodig te vervangen. Alle gevangenissen zullen dezelfde uitrusting krijgen, wat de mogelijkheid zal bieden om eenvormige opleidingen in te voeren.

Wat de bodyscans betreft, werd beslist het nodige materieel in een enkele keer voor alle gevangenissen samen aan te kopen. Er is een aanbestedingsprocedure gestart op Europees niveau. De opleidingen zijn dus nog niet van start gegaan, behalve voor de hoogbeveiligde afdelingen, met het reeds beschikbare materieel in die afdelingen.

In verband met de studie die bij het Comité P besteld werd, heb ik drie maanden geleden een tussentijds verslag ontvangen; het is nu dus aan het Comité P en het Parlement om over de inhoud te communiceren.

Kortom, er is een debat aan de gang over de organisatie in de gevangenissen. Er werd een studie besteld. Zodra de studie klaar is, zal de commissie er kennis van nemen en kan ze aanbevelingen formuleren.

08.04 Bert Schoofs (VB): De minister heeft gezegd dat het een rustige zomer was, maar we zitten toch met een probleem, zeker als we vernemen dat om de anderhalve dag een cipier het slachtoffer wordt van geweld. Het probleem is de basiswet betreffende de interne rechtspositie van de gedetineerden. Sindsdien zijn de cipiers een soort van *bellboys* geworden. Camerabeelden zouden als bewijs mogen worden gebruikt tegen de cipiers, maar niet tegen de gedetineerden. Klopt dat? Het evenwicht moet hersteld worden in het voordeel van de cipiers.

08.05 Olivier Maingain (MR): Bent u van oordeel dat de gevangenissen, op de bodyscans na, momenteel behoorlijk uitgerust zijn? In hoeverre is de programmatie gerealiseerd? Zijn de pannes van het toezichtsnetwerk te wijten aan slijtage of aan het feit dat er geen onderhoudscontract is?

08.06 Minister Stefaan De Clerck (Frans): Behalve de bodyscans, die ter studie liggen, zijn het technische niveau en de resultaten over het geheel genomen toereikend. De kosten voor de modernisering, de renovatie en de vervanging lopen heel hoog op. Het investeringsritme ligt dermate hoog dat het moeilijk kan worden aangehouden voor de vijfendertig gevangenissen.

De uitrusting wordt permanent gecontroleerd in overleg met de Regie der Gebouwen, die verantwoordelijk is voor de vervanging ervan.

Het incident is gesloten.

09 Samengevoegde vragen van

- de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "de uitlatingen van de procureur-generaal bij het hof van beroep te Antwerpen met betrekking tot de leemten in het recht op het vlak van de bestraffing" (nr. 136)

- de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "de uitlatingen van de procureur-generaal bij het hof van beroep te Antwerpen met betrekking tot de hiaten en tegenstrijdigheden in de wetgeving op het stuk van het strafvorderingsrecht" (nr. 137)

09.01 Bert Schoofs (VB): Procureur-generaal Liégeois had het in zijn mercuriale over enkele pijnpunten van Justitie: immobilisme en straffeloosheid. Ondanks de lopende zaken wil ik de minister toch vragen wat hij denkt te kunnen doen voor een betere bestraffing en een betere inning van de strafrechtelijke boetes. Klopt het dat Financiën weigerachtig staat tegenover een gerechtelijk incassokantoor? Deelt de minister het standpunt van de procureur-generaal dat eerst de boetes versneld moeten worden geïnd en dat de burger pas daarna zijn recht of gelijk moet kunnen nastreven?

De procureur-generaal noemde de hervorming van assisen een mislukking. De minister zou daarop geantwoord hebben dat men een pas goedgekeurde wet niet moet wijzigen? Klopt dat?

Over de problematiek rond het Salduz-arrest verklaarde de procureur-generaal dat het Europees Hof voor de Rechten van de Mens te veel in de voetsporen van de nationale wetgever wil treden. Deelt de minister dat standpunt? Zo ja, dan kan het Parlement misschien toch al een aantal zaken regelen en kan de minister misschien een deel van zijn kabinetspersoneel ter beschikking stellen van de nieuwe meerderheid? Hetzelfde

voorstel betreft de BOM-wet die door een arrest van het Grondwettelijk Hof onderuit werd gehaald. Ook op de diamantwet en het strafrechtelijk kort geding heeft de procureur-generaal kritiek geuit. Als de minister zijn standpunt omtrent een en ander geeft, dan kan het Parlement misschien toch aan de slag?

De **voorzitter**: Misschien had de heer Schoofs zijn vraag beter aan de fractieleiders gesteld dan aan een minister in lopende zaken. Dan had het Parlement misschien zelf een initiatief kunnen nemen.

09.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): In eerste instantie verwijs ik naar mijn algemene inleiding, want het is niet gemakkelijk om dit soort vragen bindend te beantwoorden.

Ik was aanwezig bij de redevoering van procureur-generaal Liégeois van Antwerpen en ik heb hem aansluitend een brief geschreven, waarin ik hem gezegd heb dat ik een groot voorstander ben van open overleg tussen politiek en magistratuur. Een mercuriale past daarin, maar dan moet ze wel objectief en opbouwend zijn, terwijl de procureur-generaal zich beperkt heeft tot een rekwisitoor ten aanzien van de politiek. Eenzijdig hekelt hij het falen van de politiek zonder enige zelfkritiek of initiatief tot verbetering. Hij heeft veel wensen, maar hij schijnt te vergeten dat de wetgever, die toch het laatste woord heeft, het misschien niet met al die wensen eens is. Een mercuriale zou een correcte oproep aan het beleid moeten zijn, mét een engagement van de magistratuur.

Dit alles heb ik onverbloemd aan de heer Liégeois geschreven en ondertussen hebben we een en ander uitgeklaard.

Voor de strafrechtelijke boetes en ook voor de zaken in strafrechtelijk kort geding verwijs ik naar de strafuitvoeringsnota waarin mijn visie werd uiteengezet en mijn ambities werden beschreven. Vanuit lopende zaken kan ik moeilijk anders dan integraal verwijzen naar wat ik daarin heb beschreven als zijnde de te volgen weg.

Er zijn daarvoor natuurlijk stappen nodig. Ik meen dat het niet mogelijk is om daaromtrent in een regering van lopende zaken nieuwe beslissingen te nemen, maar parlementaire initiatieven zijn mogelijk.

De hervorming van assisen wordt door sommigen als mislukt omschreven. Het gaat over een wetsvoorstel dat werd goedgekeurd, geen wetsontwerp. Dat wetsvoorstel werd behandeld en goedgekeurd in deze Kamer. Er was al een correctiewet.

Wat nu voorligt, is in reactie op een brief van de procureurs-generaal van 22 februari 2010 waarin een aantal opmerkingen werd gemaakt. Er staat een letter e teveel in een Franse vertaling. Dat doet niets af aan de geest en doelstelling van de wet, een technische aanpassing moet dus volstaan. Zo een foutje volstaat toch niet om een wet als mislukt te bestempelen!

We moeten de zaken in de richtlijnen en de rondzendbrieven voorlopig pragmatisch aanpakken om interpretatieproblemen te vermijden. Voorstellen daarvoor van de heren Landuyt en Terwingen zullen binnenkort geagendeerd worden in de commissie Justitie.

Een wetgevend initiatief moet een oplossing bieden voor dit dringende probleem. In de commissie Justitie van de Senaat geef ik vanmiddag een overzicht van de situatie.

De voorlopige richtlijnen van de rondzendbrief van het college van procureurs-generaal worden ook niet overal identiek toegepast. Ook daar is dus een probleem. Er moet dus dringend een wetgevend initiatief komen in het dossier-Salduz. Ik heb daarover brieven geschreven naar de preformateur, de informateur en naar de Kamervoorzitter.

Het uitgewerkt wetsontwerp inzake de BOM-wet staat op de website. Tijdens een periode van lopende zaken kan dit niet behandeld worden.

09.03 Bert Schoofs (VB): De minister heeft de boodschap van procureur-generaal Liégeois blijkbaar erg persoonlijk opgevat.

09.04 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Ik heb overleg gepleegd met de procureur-generaal en met het college en ondertussen werken we weer verder.

09.05 Bert Schoofs (VB): Het leek op een oorlogsverklaring, maar ik ben blij dat de minister nu zegt dat het is uitgesproken. De procureur-generaal is het eerste aanspreekpunt in de gerechtelijke wereld en het is belangrijk dat de samenwerking met hem vlot verloopt.

09.06 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Ik reageer in naam van de wetgever, die hier werd aangevallen.

09.07 Bert Schoofs (VB): De procureur-generaal gaf eigenlijk de boodschap dat het openbaar ministerie werkt, maar dat de politieke wereld hen in de steek laat. Ik kan hem daar geen ongelijk in geven. De minister neemt de rol aan van het Parlement en schrijft een brief naar datzelfde Parlement om te zeggen dat we aan het werk moeten gaan.

Wat assisen betreft worden een aantal kleine problemen opgelost, terwijl de grote problemen blijven liggen.

De **voorzitter:** De commissieleden kunnen de website van de minister raadplegen en kijken wat zij vanuit het Parlement kunnen ondernemen.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "de uitspraken van de procureur-generaal bij het hof van beroep te Antwerpen met betrekking tot de informatisering en de werklasmeting van het openbaar ministerie" (nr. 138)

10.01 Bert Schoofs (VB): Ik vermoed dat de minister ook naar de website zal verwijzen voor wat mijn vraag over de werklasmeting en de informatisering van het openbare ministerie betreft, maar daar vind ik de mening van de minister niet terug. Er zijn vier informaticasystemen en dat zijn er blijkbaar drie te veel. Hoe wil de minister dat probleem oplossen, zodat ook de werklasmeting kan worden gemeten? Volgens procureur-generaal Liégeois moet de informatisering mogelijk maken dat met één druk op de knop de werklasmeting en andere zaken zoals de kostprijs van assisenzaken zichtbaar worden. In hoeverre is de interoperabiliteit een prioriteit?

10.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Er werd daarover een vergadering samengeroepen met de magistraten. Sinds 2006 is er een vast bureau Werklasmeting en Organisatieontwikkeling. De kwestie wordt opgevolgd. Er werden 17 verbeteringen voorgesteld en thans is 70 procent van de werklasmeting in kaart gebracht. Dat moet nu nog gebeuren voor de jeugdsectie, de burgerlijke sectie van een parket van eerste aanleg en die van de arbeidsauditoraten en auditoraten-generaal. Men zal zich nu concentreren op de methodologische verbetering van de werklasmeting om de werkprocessen en het personeelsbeheer van de parketten te optimaliseren.

Of er daarin meer wordt geïnvesteerd hangt af van de verdere uitbouw van het huidige secretariaat van het College van procureurs-generaal. Daarover wordt gediscussieerd en op een volgende vergadering van het college wordt bekeken hoe de gemeenschappelijke steundienst verder moet worden uitgebouwd en hoe de werklasmeting en de automatisering met de nodige informaticaondersteuning kunnen worden vervuld.

De grootste uitdaging is uiteraard de informatisering van de zetel. Die moet in principe eind 2010 gerealiseerd zijn. Antwerpen en Mons zijn de twee proefsites voor het hof van beroep. Wij wachten de resultaten af en de rapporten van de wetenschappelijke begeleiding. Op basis daarvan zullen we wetgevende initiatieven nemen, hoewel ook hier het probleem van de lopende zaken opduikt.

Voorzitter: Siegfried Bracke.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van mevrouw Liesbeth Van der Auwera aan de minister van Justitie over "de verkoop van verbeurdverklaarde installaties van weed- en cannabisplantages" (nr. 90)

11.01 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Na het ontdekken en ontmantelen van cannabis- of weedplantages worden de installaties in beslag genomen na verbeurdverklaring door de rechter, maar naderhand blijkt dat die installaties niet uit het handelsverkeer werden gehaald en dat ze opnieuw gebruikt worden voor cannabisteelt. Een aantal parketten heeft pragmatische oplossingen uitgedacht om deze praktijk te lijf te gaan.

Heeft men hiervan een inventaris gemaakt? Waarom worden de goede oplossingen niet veralgemeend tot het hele land? Heeft het expertisenetwerk Drugs reeds een uniforme oplossing voor het probleem voorgesteld? Wat is de Limburgse situatie? Hoeveel cannabisplantages heeft men sinds 2006 opgedoekt? Hoeveel cannabis heeft men jaarlijks in beslag genomen?

11.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Een groot probleem is het ontbreken van een wettelijk kader dat toelaat dit soort in beslag genomen goederen te vernietigen alvorens de zaak ten gronde is uitgesproken. Omdat het gaat over grote hoeveelheden gevaarlijke en bederfbare materialen, is de opslag ervan echter duur, moeilijk en soms zelfs onmogelijk. De opslagmogelijkheden variëren bovendien volgens de lokale beschikbaarheid van opslagruimtes en de goodwill van diensten zoals de civiele bescherming.

Het is aan de rechter om vrij te beslissen wat er met de goederen moet gebeuren. Er zijn geen richtlijnen van het openbaar ministerie. Over het algemeen wordt bederfbaar, waardeloos of gevaarlijk materiaal onmiddellijk vernietigd. Ander materiaal, zoals lampen, worden opgeslagen tot aan het vonnis of overgedragen aan publieke instanties die er gebruik van kunnen maken. Het gebeurt ook dat dit materiaal na het vonnis of na vrijwillige afstand wordt vernietigd. Er is met andere woorden geen strikt schema. De parketten zijn zich bewust van dit probleem en maken er hun hoofdtaak van te vermijden dat de goederen opnieuw in het circuit belanden.

Het expertisecentrum is van oordeel dat er een wettelijk initiatief nodig is. Deze wet moet niet alleen een oplossing bieden voor de problemen bij de ontmanteling van cannabisplantages, maar moet een breder kader hebben zodat ook wapens, explosieven en giftige producten eronder vallen. Belangrijk is dat er een wettelijke machtiging komt om deze producten te vernietigen.

Eens de tekst in zijn definitieve vorm beschikbaar is, komt hij mogelijk ook op de website.

11.03 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Daar houd ik de minister aan, want zo is er toch een initiatief mogelijk in de commissie voor de Justitie. Wij volgen de website van de minister dan ook dagelijks op.

Het incident is gesloten.

De behandeling van de vragen en interpellaties eindigt om 11.42 uur.